

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

A PROPOS DU GÉNÉRAL MUŚNICKI

De tout temps amis...

L'Agence Havas a reçu de Moscou, ces jours-ci, la nouvelle suivante : « Une communication récente de Mohylów annonce l'échec de la proposition faite par le commandement allemand au Corps polonais de partir pour le front français. Les Polonais ont refusé carrément obéissance. »

Hâtons-nous d'extraire cette information du fouillis des faits divers où l'ont noyée la plupart des journaux. Il s'est débité tant de pauvres sornettes sur le compte des « militaires polonais de Russie » que l'on doit être heureux d'une occasion de remettre les choses dans leur vrai jour.

Le « Corps polonais » dont parle le télégramme Havas est celui qui a son quartier général à Bobrujsk, en Ruthénie Blanche, et qui est commandé par le général Dowbór-Muśnicki. Dowbór est un bon soldat, ferme, un peu dur, très brave, et qui semble parfaitement honnête. Mais il avait ceci de fâcheux qu'il avait fait toute sa carrière dans l'armée russe. Il avait une antipathie violente et sincère pour le bolchevisme. Quant à la politique, il n'y entendait pas grand'chose, et le malheur est précisément qu'il en a voulu faire.

Dans les derniers mois de 1917, Dowbór, établi à Mińsk, travaille courageusement à rallier autour de lui le plus grand nombre des 700.000 soldats polonais qui sont perdus dans l'armée russe déliquescence. Mais le bolchevisme triomphe, des heurts se produisent, les incidents se multiplient. Dowbór s'énervé, perd la tête. Son unité (10 à 15.000 hommes) se trouve prise entre les Allemands et les maximalistes. Que faire?

On lui souffla une idée. La Pologne, en définitive, n'avait-elle pas son gouvernement? N'existait-il pas à Varsovie un Conseil de Régence? Ne pourrait-il pas se mettre sous la protection de ce Conseil de Régence et obtenir des Allemands la reconnaissance de sa neutralité? De la sorte il aurait les mains libres du côté des bolchevistes, tirerait ses troupes d'une situation très périlleuse, et par-dessus le marché apporterait à la Pologne le premier élément sérieux d'une armée nationale.

Taisons-nous pour l'instant sur les auteurs de ce plan. A première vue, pour un militaire il était séduisant. En fait, il manquait de bases. Varsovie n'avait pas encore un gouvernement vraiment national, et l'Allemagne qui, tenait emprisonné Piłsudski et qui avait disloqué ses légions, ne pouvait pas accepter l'organisation d'une véritable « armée nationale ».

Pris dans un réseau d'intrigues allemandes, le général Dowbór céda. A la fin de février, il signait avec les Allemands un pacte de neutralité. Leur collaboration devait se borner à la lutte contre les maximalistes russes. Une vaste zone de la Ruthénie Blanche était confiée à l'administration temporaire du Corps polonais.

En quelques jours, voilà Dowbór promu grand politique par la petite minorité d'opportunistes impénitents de Varsovie et de Cracovie. Il prend contact avec le Conseil de Régence. On élabore des plans militaires. On rêve d'« armée nationale ». On se flatte de la pensée que le territoire administré en Ruthénie Blanche par le chef du Corps polonais sera rattaché au Royaume. Les profonds « réalistes » du pays, amateurs de « faits accomplis », se frottent les mains, et en oublient le traité de Brześć-Litewski.

Et voilà que tout est par terre. De Ruthénie Blanche, point. Au lieu d'une expansion à l'Est, les bons Allemands offrent aux Polonais de leur prendre Kalisz et Dombrowa. La convention de neutralité signée par Dowbór se transforme en proposition d'alliance. Il s'agit non plus de batailler contre le bolchevisme, mais de venir renforcer en Flandre et sur la Somme les hordes du germanisme.

Halte-là! Les Polonais ne font pas ces choses. La poignée d'hommes du corps de Dowbór, vous pouvez les imaginer naïfs, bernés un moment par les roueries boches, persuadés que la Pologne a un « gouvernement », affolés par la barbarie des bolchevistes. Mais vous ne pouvez pas les imaginer retournant leurs armes contre la France. L'immonde proposition de Lüdendorf a été pour eux l'éclair dans les ténèbres d'une situation épouvantablement compliquée. Elle a remué au fond de leur cœur de vieilles choses vénérables et sacrées qui y sommeillaient, l'instinctif et traditionnel amour de la France.

Souvenons-nous que la Pologne occupée pouvait donner aux Austro-Allemands un million d'hommes, et qu'elle les a refusés, et qu'on le lui a mille fois reproché haineusement au Reichstag, comme au Reichsrat, comme dans les deux Chambres prussiennes. C'est à cela qu'elle doit d'étouffer toujours sous la poigne des Impériaux et de n'avoir qu'un gouvernement d'opéra-comique — ou de mélodrame. Souvenons-nous que Piłsudski et la plupart de ses légionnaires ont brisé leur épée quand ils ont compris que l'Allemagne voulait faire d'eux les instruments de ses desseins. Souvenons-nous que le reste de ces légionnaires s'est révolté d'un bloc après le traité de paix avec l'Ukraine, qui consommait un nouveau partage de la Pologne.

Et aujourd'hui — nouvelle étape du calvaire — c'est le tour du corps de Dowbór. Il refuse « carrément » obéissance. Qu'adviendra-t-il de lui, maintenant qu'il s'est étourdiment jeté — avec le concours de quelques « activistes » polonais — dans la souricière boche? Les prophéties sont dangereuses, mais les hypothèses sont permises. Je verrais assez bien, dans un avenir proche, les hommes de Dowbór aller rejoindre dans les camps allemands leurs frères des Légions qui y moisissent depuis l'an dernier. Cela n'empêcherait pas — et ici je risquerai une prophétie — bien des gens de France de continuer à penser et à dire que la Pologne est la bonne amie de la Bochie.

HENRI SIGISMOND.

LES LITHUANIENS ET L'ALLEMAGNE

Poudre aux yeux...

Certains séparatistes lithuaniens continuent à vouloir tromper l'opinion publique en France sur le sens véritable de leurs agissements.

Le Temps du 27 avril publie le « démenti » suivant qu'il reçoit de Lausanne :

A la suite de la publication, par l'Agence Wolff, d'un communiqué annonçant qu'une délégation de notables lithuaniens était venue solliciter du chancelier Hertling un protectorat allemand sur la Lithuanie, le Conseil National Lithuanien dément catégoriquement cette soi-disant démarche.

Aucune délégation lithuanienne, aucune représentation quelconque des intérêts et des aspirations nationales lithuaniens ne s'est rendue à Berlin ou n'a sollicité, de quelque façon que ce soit, l'aide ou la protection de l'Allemagne.

Le Conseil National Lithuanien renouvelle, à cette occasion, au nom du peuple lithuanien tout entier, sa volonté de voir reconnaître l'indépendance complète et tous les droits de la Lithuanie libre.

Nous croyons effectivement que la masse du peuple lithuanien est unanime à réclamer « l'indépendance complète et tous les droits de la Lithuanie », mais il n'en est pas moins vrai qu'une délégation de la Taryba a été reçue le 23 mars dernier par le chancelier d'Empire allemand. Naturellement nous ne considérons pas la Taryba comme une représentation légitime du peuple lithuanien.

Comme le comte Hertling a reçu les délégués de la Taryba le 23 mars dernier, et comme l'Agence Wolff a communiqué le jour même un compte rendu détaillé de l'entretien à la presse neutre, il est tout au moins bizarre que le Conseil National Lithuanien ait eu besoin de 33 jours pour se décider à « démentir catégoriquement cette soi-disant démarche ».

Trente-trois jours — c'est beaucoup. On a pu oublier depuis les noms des délégués et le texte des déclarations. Nous allons les rappeler.

La délégation de la Taryba était composée de quatre de ses membres, à savoir :

M. Antonas Smetana, président ; MM. Jurgis Saulis et Justinas Staugaitis, vice-présidents, et M. Jonas Vileisis (nous respectons ici l'orthographe lithuanienne de ces noms).

Le 23 mars, à midi sonnant, ces quatre délégués furent reçus par le chancelier d'Empire, le comte Hertling, auquel ils remirent la déclaration suivante :

Au gouvernement impérial allemand!

La Taryba lithuanienne, seule représentation légale du peuple lithuanien, se fondant sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et sur les résolutions de la Conférence lithuanienne, tenue à Wilno du 18 au 22 septembre 1917, a proclamé la reconstitution d'un Etat lithuanien indépendant et démocratique, ayant Wilno pour capitale, et dégagé de tous les liens qui l'unissaient aux autres peuples.

La Taryba lithuanienne ajoute que les bases de cet Etat ainsi que ses relations avec les Etats voisins, seront fixées définitivement par l'Assemblée constituante, élue par tous les habitants d'après les principes démocratiques et convoquée le plus vite possible.

Quant aux relations de l'Etat lithuanien avec l'Empire

llemand, elles ont été nettement formulées dans la résolution de la *Taryba* du 11 décembre 1917.

En faisant connaître ce fait au gouvernement impérial allemand, la *Taryba* lithuanienne exprime le désir qu'il veuille bien reconnaître l'Etat lithuanien indépendant.

Au nom de la *Taryba* lithuanienne, la délégation munie de pleins pouvoirs :

DR. JURGIS SAULIS—JUSTINAS STAUGAITIS
DR. JONAS VILEISIS.

Berlin, le 23 mars 1918.

Cette déclaration ne contient que des généralités. Elle s'adresse au gouvernement impérial et lui demande seulement la reconnaissance de l'indépendance lithuanienne. « Quant aux relations de l'Etat lithuanien avec l'Empire allemand, elles ont — dit-elle — été nettement formulées dans la résolution de la *Taryba* du 11 décembre 1917 ». Il convient donc de citer cette fameuse résolution :

Le Conseil d'Etat lithuanien, reconnu par tous les Lithuaniens du pays et de l'étranger comme seule représentation légale du peuple lithuanien, se fondant sur le droit des peuples universellement reconnu de disposer d'eux-mêmes, ainsi que sur les résolutions de la Conférence Lithuanienne tenue à Wilno du 18 au 22 septembre 1917, proclame la reconstitution d'un Etat lithuanien indépendant avec Wilno comme capitale, et la libération de cet Etat de tous les liens qui l'unissaient avec les autres peuples.

Le Conseil d'Etat lithuanien prie l'Empire allemand de lui accorder l'aide et la protection nécessaires pour la formation de cet Etat et pour la sauvegarde de ses intérêts vitaux lors des négociations de paix.

Les intérêts vitaux de la Lithuanie exigeant des relations durables et étroites avec l'Allemagne, le Conseil d'Etat lithuanien proclame la restauration de la Lithuanie en un Etat libre et indépendant uni à l'Empire allemand par une alliance étroite et perpétuelle et par des conventions militaires, commerciales, douanières et monétaires.

Ici, pas de confusion possible : c'est la soumission complète à l'Allemagne.

Le comte Hertling, chancelier d'Empire, après avoir reçu la déclaration signée par MM. Saulis, Staugaitis et Vileisis, leur fit la réponse suivante :

Comme représentant constitutionnel de l'Empire allemand, je vous adresse la déclaration suivante :

« Le Conseil d'Etat lithuanien, représentant légitime du peuple lithuanien, a proclamé, le 11 décembre 1917, la

restauration de la Lithuanie en un Etat indépendant uni à l'Empire allemand par une alliance étroite et perpétuelle et par des conventions militaires, commerciales, douanières et monétaires. Il a invoqué pour la restauration de l'Etat lithuanien, la protection et l'aide de l'Empire allemand. Aussi, après que la Lithuanie a été dégagée du lien qui la rattachait à un autre Etat, l'Empire allemand la reconnaît, en se basant sur les déclarations qui viennent d'être rappelées au Conseil d'Etat lithuanien, comme un Etat libre et indépendant.

« L'Empire allemand se déclare prêt à accorder à l'Etat lithuanien l'aide et la protection nécessaires pour sa reconstitution. Il prendra des décisions dans ce sens d'accord avec les représentants de la population lithuanienne. On prendra aussi des mesures pour fixer le mode d'alliance avec l'Empire allemand, ainsi qu'au sujet des conventions nécessaires pour définir cette alliance. Le gouvernement impérial considère que ces conventions doivent concorder aussi bien avec les intérêts de l'Empire allemand qu'avec les intérêts lithuaniens, et que la Lithuanie prendra part aux charges de guerre de l'Allemagne, charges qui servent aussi à sa propre libération. »

Ces trois documents, publiés par toute la presse allemande et notamment par le *Berliner Tageblatt* du 23 mars, montrent d'une manière irréfutable la bonne foi des officines lithuaniennes de Lausanne. Tels sont les hommes qui prétendent faire de la politique « lithuanienne ». Nous savons que le peuple lithuanien, dont l'immense majorité ne veut pas se soumettre à l'Allemagne, les désapprouve énergiquement.

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

PEINTURE POLONAISE

Un album contenant 50 magnifiques reproductions exécutées par l'Imprimerie I. Lapina, en couleurs *fac-similé*, d'après les meilleures œuvres des peintres contemporains polonais, est mis en vente dans nos bureaux. Le prix de la collection accompagnée d'un avant-propos et des descriptions de chaque œuvre dus à la plume de I. Jaroszyński, est de **110 francs**.

La colonisation allemande en Pologne

On pouvait croire que les préoccupations de la guerre détourneraient les Allemands de leurs plans de colonisation dans les provinces polonaises de Prusse et dans le Royaume de Pologne.

On pouvait croire que les lourdes pertes allemandes sur les champs de bataille rendraient impossibles ces rêves d'extension territoriale et de colonisation que la race allemande, insatiable, nourrit depuis des siècles.

Mais ces rêves persistent; cette volonté de conquête et de colonisation s'affirme officiellement, et il faut en conclure brutalement, mais légitimement, que la guerre n'a pas encore tué assez d'Allemands!

C'est apparemment qu'il y a trop d'Allemands encore, puisque dès maintenant, le gouvernement de Berlin entreprend la colonisation germanique de la Courlande et de la Lithuanie, et qu'il est prêt à renforcer ses lois de colonisation, c'est-à-dire ses lois de spoliation antipolonaises dans les provinces de Prusse.

« Notre œuvre de colonisation est menacée! » écrit un certain Siegfried Weber dans la *Taegliche Rundschau*, organe nationaliste je le sais, mais qui représente plus sûrement les tendances du gouvernement prussien que le *Berliner Tageblatt* ou la *Frankfurter Zeitung*.

Le ministre de l'Agriculture de Prusse, le hobereau von Eisenhardt (un vrai nom de *Krzyżak*!) a fait ressortir à la Chambre des Seigneurs que l'élément allemand est continuellement en régression dans les *Marches de l'Est*.

Déjà en 1886, dans son discours du trône, aux Chambres prussiennes, Guillaume I^{er} « l'inoubliable grand-père » dénonçait le danger que les Polonais de Posnanie faisaient courir aux inoffensifs colons allemands qui paisiblement, avec cette douceur et cette tranquillité qui caractérisent le peuple allemand, tâchaient de s'établir sur le territoire polonais pour y faire briller la Kultur germanique.

Les moutons allemands étaient menacés par les loups polonais! On sait que des lois exorbitantes du droit commun furent alors votées par les Chambres prussiennes en faveur des Allemands et contre les Polonais.

C'est une comédie semblable qui se prépare, ou pour mieux dire une tragi-comédie.

FEUILLETON DE POLONIA, DU 4 MAI 1918

UN AMI DE VICTOR DE LAPRADE

Le poète polonais CONSTANTIN GASZYŃSKI

V

En Provence, les chers souvenirs endormirent pour un temps sa douleur. Justement son ami Laprade n'évoquait-il pas, dans un beau poème, leur jeunesse de folie généreuse et d'idéalisme passionné; il disait, l'auteur de *Jeunes fous et jeunes sages* :

« Ah! j'ai connu des jours et je les ai vécus,
Où les droits désarmés, où l'idéal vaincu,
Le penseur qu'on proscriit et le Dieu qu'on délaisse
Avaient au moins pour eux les cœurs de la jeu-
nesse!

Sous son drapeau la Muse enrôla, de tout temps,
Le bataillon sacré des âmes de vingt ans.
C'étaient vous, jeunes gens, qui la suiviez naguères,
Dans ses nobles amours et dans ses nobles guerres;
Vous qui preniez des mains d'Eschyle et de Pla-
L'idée à Sunium, le glaive à Marathon. [ton,
Hier, vous aviez chacun votre beauté choisie,
Tantôt la liberté, tantôt la poésie;
Alors aux grandes voix les cœurs étaient ouverts,
Et les beaux sentiments s'inspiraient des beaux
[vers.

« Tous alors, adoptant nos poètes pour guides,
Nous montions, dédaigneux des intérêts sordides,
Fiers, altérés du beau plutôt que du bonheur,
Amoureux de l'amour, du droit, du vieil honneur
Et tous prêts à mourir, purs de toute autre envie,
Pour ces biens qui font seuls les causes de la vie. »

A ces beaux fantômes du passé, l'âme de Gaszyński avait tressailli :

« Oui, mon ami, répondait-il à Laprade, je me souviens, nous avons été jadis ces jeunes fous qui se passionnaient pour une idée noble, ou se querrelaient longuement et chaudement à propos d'une expression contenue dans un vers de Lamartine ou de Hugo... C'est cette folie qui, malgré les rides de notre front, a conservé l'éternelle jeunesse dans nos cœurs. Dieu en soit loué! » (10 mai 1861.)

Cette folie a-t-elle encore sa place au soleil? Le monde moderne ne se tourne-t-il pas vers les aurels d'une sagesse limitée à la défense des intérêts positifs, et des calculs égoïstes? La preuve n'en est-elle pas dans les douloureux événements qui viennent de se dérouler à Varsovie, et qui troublent les sages méditations des hommes d'Etat?

« N'est-ce pas, mon ami, écrit-il à Laprade, que tout ce qui se passe aujourd'hui en Pologne porte un cachet surnaturel et semble un anachronisme au XIX^e siècle? C'est l'époque de Dioclétien, époque de foi et de martyre, qui fait une apparition soudaine au milieu de notre société réaliste et indifférente. Aussi, peu de gens comprennent-ils ici ce mouvement où l'idée seule ose combattre la force brutale. Les grands politiques de notre cercle d'Aix me répètent sans cesse : *A quoi cela sert-il de se faire tuer? Vous seriez mieux de rester tranquilles*. Et moi, je leur réponds : *Les cadavres seuls restent tranquilles. La Pologne est vivante; voilà pourquoi elle manifeste sa vie à sa manière; et n'ayant pas des canons et des baïonnettes pour se défendre, elle court au martyre*. Ils me regardent avec pitié et semblent dire tout bas : *c'est un vieux fou*.

« Cette révolution morale, ce sentiment profond du sacrifice ne sont pas nés par un pur hasard dans la conscience des Polonais. La poésie nationale, et surtout celle de Krasiński, a eu une influence énorme sur l'enseignement des masses. Krasiński dans tous ses écrits ne cessait de dire que les conspirations révolutionnaires étaient des armes

usées, que tôt ou tard l'idée prévaudrait contre la matière; que l'amour, le dévouement et le sacrifice pouvaient seuls nous sauver. Tous ses ouvrages ont eu quatre et cinq éditions, chose extrêmement rare chez nous. Les grands seigneurs, les gentilshommes et les boutiquiers, leurs fils, femmes et filles, lisaient et relisaient et savaient par cœur ces poésies militantes, surtout le poème *Aurore* et les hymnes intitulés *Psaumes de l'avenir*.

« Tu vois qu'il n'a point parlé dans le désert. Ce n'est point le catéchisme des droits de l'homme, mais bien la poésie qui a fait l'éducation de ce peuple. Voilà pourquoi il y a tant d'enthousiasme poétique et d'inspiration religieuse dans tout ce qui se passe actuellement chez nous. »

Mais depuis deux ans Krasiński est mort; qui retrouvera son inspiration sublime? Lui, Gaszyński, travaille depuis plus d'un an à une étude où il fera revivre le génie du poète (1), en attendant, que Laprade se mette à l'œuvre; qu'il retrouve les fiers accents d'autrefois en faveur de ses héroïques amis; que la Muse de Psyché et des *Poèmes évangéliques*, « drapée à l'antique, fille au regard mélancolique et profond et au cœur chrétien » s'accorde au ton de la lyre de Krasiński et renouvelle le miracle de cette fermentation des âmes. Dans cet apostolat, qu'il prenne une précaution :

(1) En 1863 parurent deux poèmes de Krasiński : *L'Aube* et *Le Dernier*, traduits et précédés d'une introduction par C. Gaszyński. Déjà il avait publié à la *Revue des Deux Mondes* (1^{er} novembre 1861) la traduction du *Dernier* et de la *Glose de Sainte Thérèse* : c'est là que pour la première fois le poète anonyme de la Pologne fut désigné sous son véritable nom. — Le 1^{er} octobre 1846, la même *Revue* avait inséré des traductions de plusieurs autres poèmes : la *Comédie infernale*, les *Rêves de César*, la *Nuit de Noël*. — Sur Krasiński, il faut encore consulter l'article de Julian Klaczko, la *Poésie polonaise aux XIX^e et XX^e siècles* et le poète anonyme (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1862), et l'étude par laquelle le regretté Th. de Wyżewa a célébré le centenaire du poète (*Id.*, 15 avril 1912).

« On ne doit pas ignorer, écrit la *Taegliche Rundschau*, que les colons allemands sont si découragés qu'ils considèrent leur départ comme le seul moyen de salut. »

Si c'était vrai ! Si l'était exact que les Allemands d'Inowroclaw et tous ceux qui ont débaptisé les villes et les villages des provinces polonaises de Prusse, s'il était vrai que cette vermine allemande pût quitter la Pologne, quelle joie pour tous les Polonais.

Mais la *Taegliche Rundschau* exagère intentionnellement pour mettre en émoi les clubs de la « Patrie Allemande », tous les *Vereine* de vétérans, tous les consistoires évangéliques, blêmes de fureur, à l'idée que germanisme et luthéranisme pourraient reculer devant la « *polnische Wirtschaft* ».

Les projets astucieux des Polonais sont heureusement dévoilés par la *Taegliche Rundschau* !

« Les Polonais n'ont pas participé aux emprunts de guerre et ils ont épargné leurs millions. »

C'est exact, les Polonais se sont bien gardés de prêter leur argent à l'Allemagne contre les Alliés.

« Les travailleurs polonais employés dans les centres industriels rhénans ont gagné énormément d'argent. Ils ont mis de côté les sommes suffisantes pour s'installer chez eux dans les Marches de l'Est, et ils acquièrent le sol à n'importe quel prix. »

Il est navrant j'en conviens, de voir l'argent des fabricants rhénans, l'or du Rhin, servir aux Polonais pour racheter en Pologne les terrains plus ou moins mal acquis par les spoliateurs boches !

« Bismarck, ajoute la *Taegliche Rundschau*, avait voulu que nous ayons à notre frontière de l'Est des gens en qui nous puissions avoir confiance. Cela paraît plus nécessaire que jamais puisqu'un Etat polonais surgit sur notre frontière, dont l'hostilité ne paraît que trop certaine. »

« La nécessité de reculer notre frontière semble évidente, malgré les protestations de ceux qui parlent d'un nouveau partage de la Pologne. »

« Bismarck a déclaré qu'un nouvel Etat polonais équivalait à une armée française à notre frontière de l'Est et seul Bethmann-Hollweg a pu croire qu'une nouvelle Pologne fortifierait la situation militaire de l'Allemagne... »

« Il résulte de tout cela que nous ne pouvons souffrir des colonies polonaises à notre frontière de l'Est : il faut qu'elles émigrent et qu'elles cèdent la place aux paysans allemands. Nous

établirons des Polonais sur les territoires allemands de Pologne et nous ramènerons les Allemands établis en Pologne à notre frontière... »

Ainsi donc, acquisition de nouveaux territoires polonais au profit des Allemands, expulsion des Polonais des provinces polonaises de Prusse, tel est le programme des Pangermanistes. Le jour où l'on retournera contre eux ce programme énergique, que deviendront les Allemands de Königsberg de Dantzig, de Thorn, de Posen et de Kattowice ?

GEORGES BIENAIMÉ.

BULLETIN

• Le Conseil d'Etat Polonais.

On sait que le Conseil d'Etat polonais sera composé de 110 membres ; 52 (au lieu de 55) ont été déjà élus et 55 seront nommés. Parmi ceux qui seront nommés il y en a 12 qui entrent au Conseil d'Etat de droit : ce sont les évêques catholiques, des représentants d'autres confessions et les recteurs des Universités. Il en reste donc 43 à nommer, parmi lesquels 10 par le Conseil de Régence et 33 par le Ministère. On apprend que le comte Ronikier et le prince Mathieu Radziwiłł, activistes notoires, compromis dans l'opinion polonaise par leurs démarches récentes à Berlin, ne se trouvent pas sur la liste des membres du Conseil d'Etat polonais, nommés par le Conseil de Régence. Cette nouvelle a fait sensation dans les milieux allemands.

• La nomination de Mgr Ratti. — Une mise au point officielle.

On mande de Rome, le 24 avril :

Des nouvelles inexactes ayant été publiées à l'étranger au sujet de la nomination de Mgr Ratti comme envoyé du Vatican en Pologne, on fait observer dans les milieux religieux que cette nomination n'entraîne aucunement, pour le moment du moins, une reconnaissance de la part du Saint-Siège des petits Etats qui se sont constitués à la suite de l'effondrement de l'empire russe.

Des informations officielles ont déjà fait connaître que Benoît XV ne reconnaît aucun nouvel Etat avant la fin de la guerre, et on fait observer en particulier que reconnaître le Royaume de Pologne dans le moment actuel serait sanctionner l'état de choses créé dans ce pays par le traité de Brześć-Litewski, ce qui constituerait un précédent dangereux.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que cette note nous réjouit particulièrement, car nous avions quelques craintes au sujet de la nomination de Mgr Ratti. Si ce prélat était envoyé en Pologne comme chargé d'affaires officiel du Vatican auprès du Conseil de Régence, cet acte du Saint-Siège aurait douloureusement surpris la très grande majorité des milieux politiques polonais. Ce serait la reconnaissance de fait, de la part du Saint-Siège, de l'état de choses créé en Pologne par l'Allemagne. Mais ce n'était qu'une crainte !

• L'ukrainisation de la terre de Chełm.

D'après le *Głos*, organe du *Centre National*, les Ukrainiens procèdent énergiquement à l'ukrainisation des territoires des confins de la Pologne qui leur ont été alloués par le traité de Brześć. Ils ouvrent des écoles tendancieuses démontrant que les Ukrainiens veulent non seulement régner sur ce territoire mais aussi ruthéniser la population ; il y a environ vingt écoles d'installées, les instituteurs sont des juifs allemands.

• La nouvelle solution de la question polonaise.

La *Gazeta Poranna*, de Varsovie, apprend que la conférence de Berlin, qui devait s'occuper de la question polonaise, a été ajournée par suite de la démission du comte Czernin.

• Les Allemands en Pologne occupée.

Les journaux polonais annoncent que les conseils municipaux de Kielce et de Kozienice ont été dissous par les autorités allemandes à cause des protestations qu'ils firent entendre lors de la cession à l'Ukraine, par le traité de Brześć-Litewski, de la province de Chełm.

NOS BRAVES

— **Mosiński Alexandre**, volontaire polonais, caporal interprète détaché auprès du détachement « Babounsky », vient d'obtenir une nouvelle citation à l'ordre de la division :

Dans la nuit du 1^{er} juillet 1917, a su par une reconnaissance audacieuse rapporter des renseignements intéressants sur la nationalité des troupes opposées aux nôtres et l'emplacement de leurs postes. (Ordre du 31 mars 1918 de la 76^e Division — A. F. O.)

« Tâche de t'enfermer strictement dans ton sujet, sans chercher à lancer des flèches au gouvernement français, comme l'a fait dernièrement à Saint-Roch le R. P. Menjard, qui sur notre peau battit le rappel de l'opposition contre Napoléon. De pareilles escarmouches font du mal à notre cause ; nous avons si peu d'alliés qu'il est inutile de nous aliéner les bonnes grâces des gens supposés être indifférents. »

Il lui envoyait la traduction d'un poème de Krasiński, *Resurrecturis*, écrit en 1846 ; et tout en s'excusant de ne pouvoir rendre « la beauté de la forme et la couleur de l'expression », il espérait que Laprade serait enthousiasmé par ces couplets d'un patriotisme ardent et d'un lyrisme incomparable.

« Lorsque la cloche des événements gémissant alentour, te donnera le signal de t'offrir en holocauste, alors seulement, à cet appel de la patrie, agenouillé sur le seuil de l'éternité, quand au fond de ton âme pleine de contrition et d'humilité se fera entendre la voix venant de Dieu, alors lève-toi, et comme un athlète arrivé au but, secoue de tes pieds la poussière terrestre. Lève-toi, et, rempli d'amour infini, étends tes bras vers le ciel. Lève-toi, et sans bruit, sans deuil, sans amertume, marche à la rencontre des bourreaux, les saluant du regard miséricordieux de ton immortalité. Alors ton sacrifice sera un témoignage fécond pour l'avenir, et la mort deviendra le germe de la vie pour les autres !... »

— Et le troisième jour, au-dessus du gouffre des misères passées, sur la tombe de ton martyr naîtra ce que la nation attend... apparaîtra la justice » (1).

Laprade ne retint du poème de Krasiński que le titre, qui était un beau symbole, et il

(1) Krasiński admirait beaucoup Laprade, qu'il mettait au-dessus de Victor Hugo et de Lamartine : « Chez Lamartine, écrivait-il, c'est encore l'école classique, qui rappelle de loin Racine. Chez Hugo, c'est encore le romantisme qui sent le Shakespeare. Chez Laprade, c'est déjà une ère nouvelle, la fraîche et libre poésie de l'avenir. »

exalta l'incomparable vaillance de ces martyrs qui n'ont pas frappé leurs ennemis, et qui « pour mourir se sont mis à genoux ». Quels combats, que ceux où les Polonais « s'avançaient plus doux que des agneaux »,

« Offrant à l'ennemi, d'un geste solennel, Leurs cœurs pleins de pardon et d'amour fraternel ».

Le poète, qui sur cet héroïsme a fait luire la splendeur des images et l'éclat des rythmes, s'élève au rôle de prophète, et perceant la nuit des temps, salue l'ère nouvelle quand

« ...Brisant le sépulcre où dort la liberté, Le grand peuple martyr sera ressuscité ».

Dès que Gaszyński eut entre les mains le poème de son ami, il le porta au salon de Mme Branicka, pour l'y lire à haute voix ; les Polonais présents écoutèrent transportés et saluèrent le nouveau chevalier combattant pour la sainte cause. Le comte Ladislas Zamoyiski, neveu du prince Czartoryski, fit tirer le poème, pour le répandre en Pologne et en Angleterre ; et deux traductions polonaises allèrent porter le message de la France aux rebelles indomptés.

Hélas ! l'insurrection, une fois de plus, fut écrasée, et Laprade célébra pieusement les martyrs (février 1863) ; l'inspiration lui vint, éloquente et passionnée :

« Gloire au peuple insensé qui lutte un contre [mille],

Qui meurt pour son vieux nom, pour son Dieu [paternel],

Qui se fait un tombeau des débris de sa ville ! Vous parlez de périr... ce peuple est éternel ! »

Cet hommage aux vaincus honore le poète et la France : c'est la fleur du souvenir déposée sur la tombe de ceux qui s'étaient sacrifiés à l'avenir de leur patrie, qui avaient voulu mourir plutôt que de perdre la liberté.

Le 8 octobre 1866, Gaszyński mourait à Aix, et huit ans plus tard Laprade, évoquant les amitiés de sa jeunesse, parlait dans une effusion touchante du poète polonais :

« Toi qui de ce beau ciel aimais tant la chaleur, Dors, mon bon Gaszyński, dans la terre adoptive, Doux exilé, poète à la grâce naïve, Simple dans l'héroïsme et gai dans le malheur ! La Pologne a livré sa dernière bataille ; Tu n'assisteras pas à l'heure du réveil, Tes neveux et nos fils ne sont plus de ta taille ; Tout vieillit et s'épuise... excepté le soleil... Dors sous les oliviers d'un paisible sommeil. »

Cette émouvante épitaphe, datée de 1874, trahit le découragement où la défaite avait plongé tous les Français ; au lendemain de l'année terrible, Laprade était excusable d'être ébranlé dans sa foi aux destinées de la Pologne, puisque la France ne pourrait plus lui tendre une main fraternelle.

Pourtant Laprade n'était pas de ceux qui oublient les mâles traditions héritées des aïeux et dans le *Livre d'un père*, publié en 1876, il enseignait à ses enfants un idéal de vie qui s'inspirait d'une haute conception du devoir ; l'année d'après, écrivant de fiers et mélancoliques *Adieux à la Muse*, il répétait pieusement « ce nom sacré de France ».

Gaszyński n'était plus là pour adoucir la douleur patriotique de Laprade ; mais l'amitié qui avait uni les deux poètes les honore devant la postérité : en eux et par eux se perpétuait cette fraternité qui, au cours des siècles, avait rapproché la Pologne et la France, toujours éprises du même idéal, attendant aujourd'hui de la même victoire les justes réparations et les garanties légitimes de leur vie nationale.

(Fin.)

CAMILLE LATREILLE,

Professeur à la Faculté des Lettres de Lyon.

INFORMATIONS DIVERSES

— 127^e Anniversaire de la Constitution Polonaise du 3 Mai 1791.

La Société de Artistes Polonais organise le 19 courant à 3 heures de l'après-midi, dans la salle Villiers, 64, rue du Rocher (Métro et Nord-Sud Station St-Lazare) le 127^e Anniversaire de la Constitution Polonaise du 3 Mai 1791.

A cette cérémonie participeront : l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Polonaise des Batignolles, l'Association des Imposés Volontaires pour les victimes de la guerre, l'Association des Ingénieurs Polonais à Paris, l'Association de l'Entraide des Etudiants Polonais, l'Association du Secours Mutuel « Retour », l'Ecole Polonaise des Batignolles, le Groupe des Démocrates Polonais, la Ligue Démocratique Polonaise, la Ligue Polonaise de l'Enseignement, l'Union de la Démocratie Polonaise, l'Union et l'Indépendance, l'Union Nationale Polonaise, l'Union des Polonais.

Le programme : Discours des délégués des associations et organisations : Concert.

On peut se procurer les billets à l'avance au siège de la Société des Artistes Polonais (164, Boulevard du Montparnasse), les dimanches 5 et 12 courant de 3 à 4 heures de l'après-midi ou en écrivant à M. A. Szklarski, vice-président de la Société (5, rue de Casablanca, Paris XV^e). Prix des places : 10, 5, 3, 2 et 1 francs. Loges de 6 places : 30 francs.

REVUE DE LA PRESSE

LA PRESSE FRANÇAISE

Paris.

— Le n° 8-9 (février-mars) du *Monde Slave* contient plusieurs articles intéressants, à savoir : 1° *L'Eglise Russe et la Révolution*, par A. GRATIEUX ; 2° Le commencement d'une étude de M. EDOUARD BENES sur le *Mouvement ouvrier tchéco-slovaque* ; 3° *La situation des étrangers en Roumanie et la question juive*, un excellent exposé de M. D. DRAGHICESCO, sénateur roumain ; et enfin, 4° Le commencement d'un travail plus long et documenté sur *l'Italie et l'Autriche* de M. ERNEST DENIS.

Dans sa remarquable chronique sur la *Politique extérieure*, M. ROBERT DE CAIX, un des co-directeurs du *Monde Slave*, consacre quelques passages à la question polonaise. « La Pologne, dit-il, a été profondément affectée par le traité conclu le 6 février entre les Empires germaniques et l'Ukraine. » Parlant du mouvement protestataire polonais, déchaîné par ce traité, M. R. de Caix remarque que « toute cette agitation polonaise ne peut avoir beaucoup d'effet matériel », mais « elle rappelle du moins quelle est la force du sentiment public d'une nation dont la conscience est entretenue par les traditions les plus fermes et les plus nettes ».

Or, dans le numéro précédent du *Monde Slave*, un autre auteur reprochait aux Polonais que « ce qu'il leur manque le plus c'est une tradition historique parfaitement nette ». Comme M. R. de Caix a incontestablement plus d'autorité que l'auteur en question, c'est son opinion seule qui compte pour nous.

— La *Revue de Paris* du 15 avril publie un excellent article de M. HENRI GRAPPIN, notre distingué collaborateur, sur le *Centenaire de Kościuszko en Pologne prussienne*. C'est une très bonne idée que de faire connaître aux lecteurs français comment à l'occasion du centenaire de notre héros national les Polonais de Prusse, impitoyablement bâillonnés, ont crié quand même leur foi.

L'article de M. Grappin contient beaucoup de documents inédits et des détails intéressants. Nous en conseillons vivement la lecture non seulement à tous nos amis français mais aussi à nos compatriotes.

— L'*Eveil* du 17 avril publie un article de M. GEORGES D'OSTOYA, notre compatriote, sur le *Soldat Polonais*. Il y rappelle qu'aujourd'hui comme il y a cent ans, des troupes polonaises combattent dans les rangs français. Rappelons cependant qu'il y a une différence notable entre les deux époques ; M. d'Ostoya aurait pu le souligner.

Au temps de Napoléon il y avait des « Polonais de l'Empereur », tandis qu'aujourd'hui il y a une Armée Polonaise autonome. Cette Armée Polonaise a été créée en France pour lutter contre l'Allemagne — l'ennemi principal de la Pologne et de l'Entente. L'Allemagne est notre ennemi principal parce qu'elle s'oppose à la restauration de l'Etat polonais indépendant, fort, comprenant toutes ses provinces et s'appuyant à la mer. Comme les puissances de l'Entente doivent, elles aussi, infliger une défaite à l'Allemagne si elles veulent faire triompher ses principes — les intérêts polonais et les intérêts alliés, on le voit, sont exactement les mêmes.

Ce sont là des vérités simples et claires, mais qu'on ne saurait trop répéter. C'est pour la troisième fois, croyons-

nous, que M. d'Ostoya écrit dans des organes parisiens sur l'Armée Polonaise, mais il n'a pas encore exposé les vraies raisons de notre collaboration militaire avec l'Entente.

M. d'Ostoya aurait dû expliquer aussi aux lecteurs de l'*Eveil* que l'opinion publique polonaise considère la création de l'Armée Polonaise en France comme l'adhésion des Alliés, et en particulier de la République Française, à nos aspirations nationales énumérées plus haut.

— Dans le *Gaulois* du 17 avril, M. RENÉ D'ARAL publie un article sur l'*Action allemande en Ukraine et en Pologne*. Il y parle de la très grande activité que l'Allemagne déploie pour se gagner les Polonais.

— Dans un excellent article, intitulé : « *Affaires d'Autriche-Hongrie* », M. AUGUSTE GAUTAIN écrit dans le *Journal des Débats* du 19 avril : « L'échec de la solution autrichienne de la question de Pologne rend plus difficile le gouvernement en Autriche. Sans le concours des Polonais, M. de Seidler ou son successeur ne pourrait pas gouverner. Il faudra recourir au paragraphe 14, c'est-à-dire à l'absolutisme de fait, ou bien négocier de nouveau avec l'Allemagne au sujet de la Pologne. »

— La *République* du 19 avril, publie un article de M. L. MARCELLIN, intitulé : « *Rectification de frontières* ». Il y parle du nouveau démembrement que l'Allemagne veut imposer à la Pologne.

— L'*Eclair* du 23 avril publie un très bon article intitulé : « *La Pologne, les Centraux et la tâche de l'Entente* ». L'auteur, M. PIERRE ALBIN, y expose comment l'Allemagne, qui en 1917 semblait accepter la solution autrichienne de la question polonaise, en 1918, détournait l'attention de la double Monarchie de la Pologne pour lui confier la mission d'assurer l'ordre en Ukraine et d'y récolter d'abondantes moissons alimentaires et politiques. Ainsi le problème polonais serait devenu allemand tout simplement. M. Albin dit ensuite que les conséquences de cette évolution ne se sont pas fait attendre. Une coalition (?) se serait formée entre les « opportunistes » et les « activistes » pour préparer certains accords avec l'Allemagne.

L'auteur conclut qu'en présence de cette situation les Alliés ne peuvent pas rester les bras croisés. « Ils se doivent d'abord — écrit-il — à la masse de la nation polonaise, qui leur est fidèle par les sentiments et qui reste sceptique à l'égard d'une « indépendance » concédée par l'Allemagne ». A la bonne heure ! Il fallait y ajouter encore que non seulement la « masse de la nation polonaise », mais ses représentants, les dix grands partis politiques qui appartiennent au *Bloc des Gauches* et au *Club Politique des Partis* sont hostiles à toute entente avec l'Allemagne ; que seul le *Centre*, comprenant quelques groupes minimes, épars et imprécis qui se nomment « activistes » et qui sont par conséquent opportunistes, veut s'entendre avec l'Allemagne ; que les dix grands partis politiques dont nous venons de parler ont tous refusé de collaborer avec le *Centre*.

Aucune « coalition », dont parle M. Albin, ne s'est donc formée. Bien au contraire : des groupes paysans se sont séparés du *Centre* parce qu'ils n'acceptaient pas sa politique nouvelle.

— L'*Information* du 26 avril publie un excellent article de M. LÉON BRUNN sur la question lithuanienne. Sous le titre : « *Il faut contre le pangermanisme rétablir le pacte de Lublin* », l'auteur y parle d'abord des projets allemands en Lithuanie, puis expose le programme des Polonais-Lithuaniens, qui consiste dans la reconstitution de l'Union. Tel est aussi l'avis de l'auteur. L'article finit par le vœu suivant : « Varsovie et Vilna verraient avec joie et gratitude les grandes démocraties de l'Occident contribuer à rétablir le glorieux Pacte de Lublin (1569), élément nécessaire de l'équilibre européen ».

Province.

— Le *Messager de Valence* (Drôme) du 18 mars publie un excellent et très sympathique article de M. PIERRE P.-J. RICHARD, sur la *Pologne et les événements actuels*. L'auteur y émet le vœu qu'au congrès de la paix les Alliés reconstitueront « l'ancien Royaume de Pologne ».

— L'*Eclaireur de Nice* publie dans son numéro du 19 mars, sous le titre « *L'Armée Polonaise en France* », l'entrefilet suivant : « La ville de Verdun vient de faire un grand geste après tant d'autres. Dans une séance récente, les membres présents à Paris de son Conseil municipal ont décidé qu'un drapeau serait offert à l'un des régiments de l'armée polonaise qui s'organise en France depuis l'année dernière. Les donateurs veulent que ce soit « l'hommage de la ville-martyre à la nation-martyre ».

« Quand les brigades polonaises, un jour prochain, quitteront le coin de France où elles se concentrent, quand elles s'en iront combattre l'éternel persécuteur qui vient encore une fois de mutiler par son traité avec l'Ukraine la « nation-martyre », les yeux de tous ces braves, qu'ils viennent de leur pays, ou de Russie, ou d'Italie ou d'Amérique, suivront le drapeau que Verdun leur a donné. Et leur pas sera plus léger et leur cœur sera plus ardent et leur foi sera plus indomptable, parce que cet emblème leur dira que le Droit est avec eux, que la Force ne peut pas vaincre et que la France et le Monde les regardent du haut de Verdun ».

Cet article charmant est signé de M. HENRI SIGISMOND, notre éminent collaborateur.

— Le *Télégramme* de Toulouse du 2 avril publie une correspondance de Paris, signée JEAN SARRIL et intitulée : « *Comment les Allemands traitent les Polonais* ». Il s'agit du camp d'internés civils à Havelberg.

Colonies.

— Le *Progrès Marocain* (Casablanca) du 11 mars publie un article sur la *Crise autrichienne* où il est question de l'opposition des Polonais au ministre Seidler.

— Ce même journal dans son numéro du 18 mars reproduit l'article intitulé : « *Vive la Pologne !* » de M. L.-D. ARNOTTO paru déjà dans le *Journal de Vernon* du 2 mars.

— L'*Information Marocaine* de Casablanca publie dans son numéro du 24 mars un excellent article intitulé : « *Vive la Pologne, Monsieur !* » et signé CINCINNATUS. L'auteur y constate que « l'amour de la Pologne fut pendant des siècles une des belles physionomies morales de l'âme française ». Puis suivent les lignes suivantes que nous reproduisons avec un réel plaisir :

« Il a fallu l'alliance russe pour nous écarter de cette voie naturelle née des affinités entre deux peuples faits pour se comprendre et fortifiée par une longue et raisonnable tradition. La Pologne gardait dans son cœur ulcéré le culte de la France amie et la France avait oublié la Pologne. Tandis qu'une presse asservie et sans retenue célébrait la fête impériale de Pétersbourg, passant sous silence les persécutions et les programs que des voyageurs sans discernement applaudissaient aux revues tapageuses de Tsarkoïé-Selo où les sotnias des Cosaques faisaient cavalader leurs chevaux devant la tribune du maître, la Pologne abandonnée, comprimée par la tyrannie de la police, tournait ses regards implorants vers la France, mais la France en folie s'était détournée d'elle.

« Que faire en cette conjoncture inattendue et douloureuse ? La démocratie d'Occident abandonnait les revendications éternelles et passionnées des libertés orientales. Une voix persuasive et douce troublait le cœur de la Pologne. L'Autriche insensiblement la gagnait à sa cause.

« Eh quoi, préchaient ses journalistes et ses hommes d'Etat, vous agonisez sous le knout des Cosaques, et vous espérez encore dans la France républicaine alliée de « l'autocrate de toutes les Russies. Ecartez de votre cœur cet amour sans raison ; secouez le suaire inutile des amitiés « mortes et venez vers nous. Voyez la Galicie polonaise. L'Autriche lui reconnaît ses droits, ne la persécute ni dans sa langue ni dans son histoire ni dans ses orientations « naturelles. »

« Ces paroles produisent un grand effet et lorsque la conflagration universelle éclate la monarchie des Habsbourg n'a pas de meilleurs soldats que les Galiciens reconnaissants. Ceux-ci en effet n'avaient qu'une crainte, l'invasion russe. Malgré les belles proclamations du grand-duc Nicolas, ce soldat à l'âme si pure et si noble au milieu des mercantils de cour, des traîtres et des thaumaturges, la Russie maîtresse de Lemberg et de Tarnopol, établit dans la Pologne occupée un régime de suspicion dirigé par l'espionnage et la férule de la police.

« La France désireuse de ne point troubler son alliée moscovite dans sa politique intérieure n'eut pas la possibilité d'intervenir en faveur de la Pologne ravagée par les Autrichiens, les Allemands et les Russes et plongée dans la douleur. Infortuné pays dont les voisins en bataille contestaient l'orientation et comprimaient les efforts. Un jour vint où la Russie vaincue conclut avec ses adversaires une paix sans honneur et sans clarté. La Pologne abandonnée aux vainqueurs, l'Allemagne prit le pas sur l'Autriche. Elle a constitué l'Ukraine avec une partie des territoires de l'ancien royaume de Sobieski et c'est pour notre sœur d'Orient un quatrième démembrement. Solution provisoire, espérons-le, car il faudrait désespérer du droit si la longue et belle protestation de la Pologne vaincue n'était point écoutée par l'Univers. Tous ses voisins, Prusse, Ukraine, Autriche, ont intérêt à la voir faible et démembrée. La liberté lui viendra par la victoire de l'Occident démocratique. Elle a compris hélas un peu tard où étaient ses alliances naturelles. Elle peut aujourd'hui s'écrier comme l'héroïne de Corneille :

« Je vois, je sais, je crois, je suis désabusée... »

« La liberté polonaise est un des axiomes de la charte wilsonienne. Notre république y a mis le sceau de sa reconnaissance. Il faut souhaiter que les Polonais d'aujourd'hui ne puissent plus s'écrier comme autrefois : « Dieu est trop haut et la France est trop loin » et la France reprenant la voie de son histoire et de sa tradition pourra crier à son tour face au despote allemand : « Vive la Pologne, Monsieur. »

Cet article est une preuve de plus que l'amour de la Pologne n'a jamais complètement disparu dans le cœur du peuple français. Il ne disparaîtra plus car désormais les deux peuples seront liés non seulement par des affinités de race mais aussi par des intérêts communs.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.
PÓŁROCZNIE..... 10 fr.
ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLO니아

PISMO TYGODNIOWE POLSKIE

WYCHODZI CO SOBOTE

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 5 fr.
SIX MOIS..... 10 fr.
UN AN..... 20 fr.

Etranger :

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

WYNIKI WYBORÓW DO RADY STANU

Dokonano w Królestwie wyborów do Rady Stanu. Niema wprawdzie urzędowej wiadomości o ich wyniku, mogą zająć jeszcze nieznaczne poprawki w dotychczasowych doniesieniach prywatnych, lecz na podstawie istniejących informacji można już sobie utworzyć obraz składu osobistego tej części Rady Stanu, która wychodzi z wyborów.

Według ustawy o Radzie Stanu Królestwa Polskiego, ogłoszonej przez Radę Regencyjną w dniu 4 lutego 1918r., powołanych być ma do tego ciała, mającego na nieznany okres czasu zastępować prawodawczy Sejm polski, 55 członków z wyborów. Z tytułu swojego stanowiska wchodzi do Rady Stanu nadto, jako wiryliści: 6 biskupów rzymsko-katolickich, 3 przedstawicieli innych wyznań, 2 rektorów uniwersytetu i politechniki oraz prezes sądu najwyższego, a 43 członków Rady Stanu na podstawie mianowania.

Wybrano dotychczas w czterech okręgach wyborczych oraz w Radach miejskich warszawskiej i łódzkiej 52 posłów do Rady Stanu. Rada miejska w Lublinie nie mogła korzystać z prawa wyborczego, ponieważ, jak wiadomo, została rozwiązana za bierny opór wobec władz wojskowych. Wybory uzupełniające odbędą się nadto w kurji powszechnej Rady miejskiej w Warszawie oraz tejsze kurji w Łodzi. Lecz i to dopełnienie ogólnej liczby 55 osób, wchodzących przez wybór do Rady Stanu, nie zmieni stosunku wzajemnego obu obozów, których zapatrywania polityczne znalazły wyraz w akcji wyborczej.

Nie wzięła udziału w wyborach do Rady Stanu Lewica stronnictw politycznych w Królestwie, stanowiący na stanowisku, że Rada Stanu nie może być wyobraźnieli opinii szerokich warstw kraju, i że jedynym ciałem prawodawczym może być Sejm, wybrany na podstawie szerokiego, demokratycznego prawa wyborczego. Walka wyborcza odbyła się zatem pomiędzy obozem t. zw. « aktywistycznym », który reprezentował Związek Budowy Państwa Polskiego, a żywiołami umiarkowanymi z *Koła Międzypartyjnego*, uznającymi, że mimo wątpliwości co do formy powołania Rady Stanu nie można odsunąć się od współudziału w korporacji, mającej przygotować grunt pod przyszły Sejm polski.

Z dwóch ugrupowań, które stanęły pod wyrażnymi hasłami politycznymi do urny wyborczej, większość przedstawicieli uzyskała *Koło Międzypartyjne*, którego kandydatów wysuwał i popierał przy wyborach « Centralny Komitet Wyborczy ». W niektórych okręgach przebieg wyborów był bardzo ożywiony, do czego w znacznym stopniu przyczyniła się agitacja przedwyborcza obu komitetów.

W okupacji niemieckiej odrazu zwycięstwo *Koła Międzypartyjnego* było widoczne. Natomiast liczone, jak pisze *Kurjer Polski*, w kołach, zbliżonych do Związku Budowy Państwa Polskiego, że aktywistom uda się zdobyć większą stosunkowo ilość mandatów w okręgach okupacji austriackiej. « Należy powiedzieć, powiada pomienione pismo, że nadzieje te zawiodły. Zdaje się przecie nie ulegać wątpliwości, że na ogólną liczbę 52 wybranych członków przyszłej Rady Stanu około 15 należy do zwolenników t. zw. « aktywizmu », pozostała liczba rekrutuje się przeważnie z adherentów *Koła Międzypartyjnego* ».

Gazeta Poranna oblicza zgodnie z informacjami *Kurjera Polskiego*, że na 52 członków Rady Stanu przypada na *Koło Międzypartyjne* około 37 członków, czyli 70 %. Przeszło połowa wybranych posłów rekrutuje się z własności ziemskiej (22 obywateli ziemskich — 7 włoścjan), reszta zalicza się do zawodów miejskich.

Kandydatów żydowskich przeprowadzono, jak się zdaje, tylko dwóch. W Łodzi wybrany został sjonista Rosenblatt. W Warszawie z kurji szóstej wyszedł znany przywódca nacjonalistyczny Nojeh Pryluckij tylko dzięki temu, że *Koło Pracy* wstrzymało się od głosowania. Ponieważ w kurji tej odbyły się jeszcze wybory uzupełniające, wybrany będzie jeszcze jeden członek Rady Stanu żydowski, jeżeli *Koło Pracy* nie porzuci dotychczasowego stanowiska opozycyjnego. Nie można bowiem liczyć na to, że ludowcy żydowscy głosować będą na Polaka. Wszak *Hajnt* ubolewał tuż po wyborach, że « 4 ludowców żydowskich z Rady miejskiej w Warszawie mogłoby wybrać do Rady Stanu dwóch żydów, ponieważ jednak do ostatniej chwili wierzone, że demokracja chrześcijańska będzie uczestniczyła w wyborach, przeto ludowcy wystawili tylko jedną kandydaturę ».

Charakter polityczny Rady Stanu zadecyduje jednak ostatecznie nominacja 43 członków. Rozumie się, że sprawa nominatów budzi znaczne zainteresowanie w kołach politycznych.

Gazeta Poranna notuje pogłoskę, że Rada Regencyjna zastrzegła sobie mianowanie z własnego wyboru 10 członków Rady Stanu, pozostałych 33 przedstawić ma do nominacji gabinet ministrów.

« Barwa polityczna nominatów — pisze dalej *Gazeta Poranna*, — nie ulega dziś prawie żadnej wątpliwości. Większość ich będzie, jak twierdzą w kołach dobrze poinformowanych, pochodzić ze stronnictw aktywistycznych. Nieliczni tylko bezpartyjni, i to jedynie dzięki swym wybitnym stanowiskom społecznym, znajdują się w grupie nominatów. Opowiadają między innymi o dyrektorach trzech banków warszawskich, którzy mają zostać nominowani, jak również o kilku osobistościach ze świata przemysłowego. Znaczna część nominatów ma się przytem składać z przedstawicieli arystokracji. »

Na definitywny skład Rady Stanu ma zatem decydujący wpływ gabinet ministrów wraz z Radą Regencyjną. Jakakolwiek będzie ta Rada Stanu w ten sposób powołana do życia, faktem pozostanie niezaprzeczonym, że w kraju wybitny wpływ posiadają te żywioły, które podczas wyborów w przeważającej liczbie opowiedziały się za kandydatami *Koła Międzypartyjnego*. A pamiętać trzeba, że wybierali ich do Rady Stanu korporacje, które w wyczerpanej pracy dla dobra społecznego miały okazję zdobyć świadomość interesów i potrzeb kraju, oraz jasny sąd o istniejących ugrupowaniach politycznych w Królestwie. Tego faktu nie będzie mógł pominąć żaden gabinet ministerjalny, pragnący w pracy swej posiadać oparcie o społeczeństwo.

Krakowski *Głos Narodu* pisze w sprawie wyborów do Rady Stanu :

Z wybranych dotychczas 52 członków Rady Stanu Królestwa Polskiego, przypada przeszło dwie trzecie na *Koło Międzypartyjne*, reszta na grupy słabsze, w szczególności na centrum i na Związek Budowy Państwa Polskiego. Wynik ten, osiągnięty mimo proporcjonalnego systemu wyborów, tem silniej utrwalił musi mniemanie, że *Koło Międzypartyjne* reprezentuje olbrzymią większość opinii w Królestwie Polskim. Pierwsza to próba polichenia się dała przeto wynik odpowiadający najzupełniej tym głosom polskiej opinii publicznej, które zawsze podkreślały, że żadna robota polityczna w Królestwie nie będzie poważną i

realną, póki nie zdoła się pozyskać dla niej *Koło Międzypartyjne*, jego wpływów i znaczenia. Bez większości społeczeństwa rządzić nikt nie potrafi, a rządzenie przeciw niej jest absurdem.

Dla tego wszelkie próby narzucenia Królestwu wpływów zewnętrznych przy pomocy samowolnej garstki « reprezentantów » musiały rozbić się i szły w niwecz przez półtrzecia roku bez mała. Niczego nie osiągnęli ci, którzy wbrew elementarzowi politycznego myślenia usiłowali przekonać opinie, że dom buduje się od dachu, a państwo od armji. Zamiary ich, przejrane łatwo, bo przejrzyste, rozbiły się o zdrowy rozsądek społeczeństwa. I dzisiaj, po długim krążeniu w kółko, układają się stosunki tak, jak tego domagała się od początku logika polityczna; zwyciężył ostatecznie program, według którego realizowanie państwowości polskiej będzie układało się w rozumny szereg — w budowę od fundamentów.

W tak pojmowanej budowie państwa *Koło Międzypartyjne* pragnie wziąć udział i manifestuje to uczestnictwem w wyborach. Przez to samo bierze odpowiedzialność za dalsze losy państwowości polskiej, odpowiedzialność ważną. Bo chociaż *Koło Międzypartyjne* nie osiągnie w samej Radzie większości — reszta członków będzie mianowana przez Radę Regencyjną — lecz niemniej ciężkie będzie na jej uchwałach całą siłą swego faktycznego wpływu na opinie, całą przewagę, jaką w kraju posiada. — Wpływ ten i ta przewaga wykluczają z góry wszelką matoryzację *Koła Międzypartyjnego* przez większość Rady Stanu. Nadużywanie podobnej taktyki zaprawdzałoby Radę na ta samą alejkę bez wyjścia, w jakiej znalazła się była Tymczasowa Rada Stanu.

Wyniki wyborów do Rady Stanu w podsumowaniu przedstawiają się, jak następuje :

Okręg I, warszawski : Antoni Marylski-Łuszczewski, ob. ziem. ; Zygmunt Chrzanowski, ob. ziem. ; Jan Grabowicz, ziemianin.

Okręg II, siedlecki : Stefan Bądryński, ob. ziem. ; Stanisław Chaniewski, ob. ziem. ; Władysław Skup, naucz.

Okręg III, łomżyński : Zygmunt Chrzanowski, ob. ziem. ; Józef Jabłoński, ob. ziem. ; Leon Gościński, ks.

Okręg IV, ciechanowski : Damian Gniazdowski, ob. ziem. ; Krzywkowski, włoścjanin ; Tadeusz Świąciecki, pr. dyr. T. K. Z.

Okręg V, włocławski : Henryk Radziszewski, profesor ; Adam Strzelecki, włoścjanin ; Henryk Ciechowski, ob. ziem.

Okręg VI, łódzki : Władysław Jabłonowski, literat ; Bolesław Malcz ; Janusz Szwajcer, ob. ziem.

Okręg VII, kaliski : Ludomir Pułaski, ob. ziem. ; Jasiński, ks. ; Alfons Parczewski, profesor.

Okręg VIII, częstochowski : Stanisław Skarbiński, dyrektor ; Władysław hr. Potocki, ob. ziem. ; Dr. Marczewski, burmistrz.

Warszawa — miasto : Czesław Brzeziński, adw. przys. ; Stanisław Libicki, dyr. Tow. kred. ; Michał Lempicki, inżynier ; Feliks Ochimowski, adw. przys. ; Aleksander Rosset, inżynier ; A. Weisblatt, ławnik magistratu ; Nojeh Prylucki, radny.

Łódź — miasto : Eugeniusz Krasuski, inżynier, Dr. J. Rosenblatt ; Oskar Kindler ; Józef Wolczyński, robotnik.

Okręg I, lubelski : Jan Kosior, włoścjanin, Feliks Lechnicki, ob. ziem. ; August Popławski, ob. ziem.

Okręg II, zamojski : Kazimierz Fudakowski, ob. ziem. ; Malinowski, ks. ; Jabłoński, włoścjanin.

Okręg III, radomski : Dr. Józef Świerzyński, ob. ziem. ; Zygmunt Leszczyński, ob. ziem. ; Walenty Augustyniak, włoścjanin.

Okręg IV, kielecki : Gabriel Łuniewski, ob. ziem. ; Włodzimierz Karski, ob. ziem. ; Władysław hr. Zamojski, ob. ziem.

Okręg V, miechowski : Antoni Minkiewicz, inżynier, August hr. Potocki, ob. ziem. ; T. Tomala, włoścjanin.

Okręg VI, piotrkowski : Leon Siemiński, ob. ziem. ; Witold Marczewski, ob. ziem. ; Stanisław Skarbiński, dyrektor.

Lublin — miasto: Wybory nie odbyły się wskutek rozwiązania Rady miejskiej.

Wybrano zatem 51 członków, z których 10, jako przedstawicieli Sejmików i 41 — jako przedstawicieli Rad miejskich: warszawskiej i łódzkiej. Pp. Zygmunt Chrzanowski i Stanisław Skarbiński zostali wybrani w dwu okręgach: pierwszy w warszawskim i łomżyńskim, drugi — w warszawskim i piotrkowskim.

Według zawodów wybranych członków Rady Stanu można podzielić, jak następuje: obywatele ziemscy — 22, włościanie — 7, kieża — 3, nauczyciele — 1, profesorowie — 2, literaci i publicyści — 2, adwokaci przysięgli — 2, inżynierzy — 4, lekarze — 1, fabrykanci — 1, robotnicy — 1, burmistrzowie — 1, dyrektorzy Towarzystw kredytowych ziemskich i miejskich — 3, ławnik magistratu — 1.

NOWINY Z ZIEM POLSKICH

— Posiedzenia Rady ministrów.

Wydział prasowy prezydium Rady ministrów komunikuje:

« Rada ministrów odbyła d. 10-go bm. posiedzenie, na którym po wysłuchaniu sprawozdania prezesa ministrów z podróży do Lublina, ministra Steckiego i księcia Janusza Radziwiłła z konferencji, odbytych w Brześciu z gen. Dowborem-Muśnickim, a następnie z przedstawicielem ces.-niem, komendy wojskowej wschodu, dyskutowano nad przygotowanymi projektami poszczególnych ministrów w sprawie przejmowania odpowiedzialności administracji władz okupacyjnych. Resztę posiedzenia wypełniło omówienie sprawy wojskowej.

« Dnia 11 bm. odbyło się drugie posiedzenie Rady ministrów, na którym ministrowie przedstawiali kolejno wnioski w sprawie przeprowadzenia przez nią administracji w zakresie powierzonych im zadań do władz okupacyjnych.

« Następnym punktem porządku dziennego była sprawa wojskowa. Uznano konieczność poczynienia kroków w celu przygotowania już w najbliższym czasie list poborowych. »

— Urządzanie sądów polskich w Chełmszczyźnie.

Rada Regencyjna ogłosiła następujący reskrypt urzędowy (*Dziennik Berliński*, 21 kwietnia).

« My, Rada Regencyjna Królestwa Polskiego, postanowiliśmy i stanowimy, co następuje:

« 1. Utworzyć królewsko-polski sąd okręgowy w Zamościu.

« 2. Do właściwości terytorjalnej kr.-pol. sądu okręgowego w Zamościu zaliczyć powiaty zamojski, biłgorajski, hrubieszowski i tomaszowski.

« 3. Termin utworzenia sądu określi i przepisy wykonawcze wyda Rada ministrów.

† Aleksander Kakowski
Józef Ostrowski
Zdzisław Lubomirski

Prezydent ministrów: Steczkowski. »

— Nowy minister przemysłu i handlu.

Monitor Polski z d. 17 kwietnia umieścił pismo odrębne Rady Regencyjnej, mianujące p. Bohdan Broniewskiego ministrem handlu i przemysłu. Jak wiadomo, pierwotnie miał tę tekę objąć p. Higersberger.

P. Broniewski liczy około 50 lat. Po ukończeniu studiów ekonomicznych i technicznych, dał się szybko poznać w przemyśle Królestwa Polskiego, jako fachowiec i administrator ze wszelkich miar wybitny.

— Własność niemiecka w ręce polskie.

Jak donosi *Dziennik Poznański* z d. 20 kwietnia, hakatystyczny *Posener Tageblatt* zali się, że coraz częściej niemiecka własność miejska i wiejska przechodzi w ręce polskie. W Poznaniu np. pp. B. Peyser i K. Deetz sprzedali Polakom wielką nową kamienicę przy ul. Rycerskiej, nr 36. W Prusach Zachodnich p. Blochowiak nabył Goryń pod Chełmem (około 200 morgów) za 1.250.000 mk; p. Ornasz nabył 400-morgowy folwark Rakowice pod Kwidzynią za 250.000 mk; a p. Roman nabył Dybów pod Kowalewem (760 morgów) za 50.000 mk.

— Kredyt zagraniczny państwa polskiego.

Polska Agencja prasowa w Hadze donosi do *Głosu Narodu* z d. 30 marca:

« Instytut *Intermédiaire* w Hadze urządził ankietę na temat, jakie widoki posiada Królestwo Polskie uzyskania kredytu zagranicznego po ukończeniu wojny i czy Holandia mogłaby udzielić Polsce takiego kredytu? Z opinii nadesłanych instytutowi przez dyrektorów wynika, że Holandia będzie potrzebowała wielkich kapitałów na swoje własne potrzeby. Niemniej nagromadziło się w Holandii tyle pieniędzy, że będą mogły być eksportowane zagranicę. Pod warunkiem pewnej gwarancji byłaby publiczność holenderska gotowa wesprzeć finansowo dwa kraje, które najbardziej ucierpiały z powodu wojny, a które mimo to posiadają przyszłość, mianowicie Polskę i Belgię.

« Co do Polski, nasuwają się różne uwagi. Przedewszystkiem Polska będzie zupełnie samodzielna. Przemysł polski posiada tanie siły robocze, natomiast będzie musiał drogo płacić za surowce. Musi tedy uzyskać tanie taryfy frachtowe zagranicą, aby mógł sprostać konkurencji. Dla kredytów rolniczych są również taryfy konieczne; muszą one być korzystniejsze, niż przed wojną, kiedy to handel z Polską zależny był od taryf Rosji, Austro-Węgier i Niemiec i kiedy polityka taryfowa nie przyznawała Polsce żadnych ułatwień. »

— Wł. Grabski w Warszawie.

Według doniesień pism, przybył do Warszawy p. Władysław Grabski wybitny działacz społeczny i przywódca *Centralnego Komitetu Obywatelskiego* w Rosji.

P. Grabski niedawno temu zwrócił na siebie uwagę, gdy w liście otwartym wezwał polityków polskich w Rosji do zgody, stwierdzając, że w obecnym stanie rzeczy nadzieja zjednoczenia Polski z Poznaniem, Gdańskiem i Śląskiem jest płonna. Wspomnianym listem Wł. Grabskiego zajmowała się prasa warszawska i galicyjska przed niedawnym czasem. Dosłownego brzmienia listu nigdzie nie znaleźliśmy. Jak się zdaje, Władysław Grabski w ostatnim czasie skłonił się do kierunku aktywistycznego.

— P. Lednicki ambasadorem w Petersburgu.

Wedle komunikatu Biura prasowego polskiej Rady ministrów, « wiadomość, która się pojawiła w prasie szwajcarskiej, że w Petersburgu utworzono już polskie poselstwo, nie odpowiada rzeczywistości. »

A więc ciekawa rzecz, kto mógł rozpuścić pogłoskę o nominacji p. Lednickiego. Może sam niedoszły ambasador?

— Propaganda « Deutsche Vaterlandspartei ».

W *Kurjerze Poznańskim* znajdujemy notatkę następującą: « Od kilku dni rozsyła « Deutsche Vaterlandspartei » odezwę do osób, których adres tylko zdoła uchwycić, wzywając do przystąpienia w jej szeregi. Odezwę taką dostało też wiele Polaków. Oczywiście, że przy obecnych trudnościach o papier takie bezpłatne dostarczanie go jest każdemu na rękę. »

Z ZA OCEANU

— Z Nowego-Jorku.

Jak donosi miejscowa *Wolna Polska* z d. 17 marca, po raz pierwszy w politycznej historii Nowego-Jorku, mianowany został na wysoki urząd polityczny miejski, rodowity Polak, p. Roman L. Modrakowski, którego major miasta, Hylan, mianował sekretarzem Departamentu dobroczynności z pensją 5.000 dolarów rocznie.

P. Modrakowski jest jednym z tych, tak zwanych « self-mademen », którzy wszystko cokolwiek posiadają, zawdzięczają samym sobie, własnej energii i własnej wytrwałości. Od lat dziecięcych wiodł on ciężką walkę z życiem i długą, niezmordowaną pracą dobił się stanowiska publicznego, które zarówno jemu, jak i Polakom nowojorskim zaszczyt przynosi. Niejednemu Polakowi postarał się on już o « job » polityczny lub prywatny i zawsze odznaczał się gotowością dopomożenia rodakom w czym tylko mógł.

ODCINEK POLONII z DNIA 4 MAJA 1918 R.

Z NOTATNIKA WOLONTARIUSZA

Atak 9 maja 1915 r.

Trzy lata upływa od chwili kiedy pierwsi wolontariusze polscy wzięli udział w ofensywie francuskiej 9 maja 1915 r. Polscy legioniści we francuskich szeregach byli pierwszym widocznym symbolem wojskowej współpracy narodu polskiego po stronie Koalicji przeciwko państwu centralnym. To też należy im hołd złożyć w tę trzecią rocznicę dnia ołtarnego. Pokazali jak się biją Polacy. Nasi żołnierze z Armii Polskiej czcili będą pamięć tych « starszych », którzy bohaterstwem swym ułatwili poniekąd powstanie wojska polskiego we Francji.

I

Po porażce nad Marną (6-10 września 1914) Niemcy rzucili się ku morzu. Po morderczych bitwach w dep. Somme, srodek ciężkości walk przesunął się nad Yzerę w Belgii, gdzie ks. v. Württemberg na czele IV-ej Armii niemieckiej starał się przebić na Dunkierkę i Calais. Plan ten, jak wiadomo, się nie udał i Niemcy zostali zatrzymani na linii Yzery. Od połowy listopada walki ustały. Na innych częściach frontu przeciwnicy już wszędzie usadowili się w okopach. Zimowano. Armie wrogie były wycieńczone nieustannymi czteromiesięcznymi bojami.

Tak spokojnej zimy jakowa, z 1914 na 1915 r., nigdy już pewno wojska nie zaznały na froncie zachodnim. Dnie całe upływały bez najmniejszego wystrzału, a niebezpieczeństwo groziło wtedy tylko, gdy przez ciekawość zbyt często głowę się ponad okop wysuwało. Nie należy wszakże przypuszczać by zima ta należała do zupełnie przyjemnych. Wróg się nie dawał we znaki, ale zato cierpieliśmy z powodu zimna, deszczów i okropnego błota.

To też z radością witaliśmy pierwsze dni wiosenne i słonko, które nas ogrzewało i osuszało okopy i chodniki. Jednocześnie zapytywaliśmy się siebie czy długo potrwa ta beczynność. Przebiegano tu i owdzie o potężnej ofensywie, jaką Joffre już opracował, aby wyrzucić Niemców z Francji.

W początkach kwietnia pułk nasz, 3-ci pułk marszowy Legii Cudzoziemskiej, wysłano samochodami na odpoczynek do Hangest-en-Santerre. Opuściliśmy bez zalu nasze błotniste okopy nad Sommą w odcinku Frise-Dompierre, gdzie spędziliśmy prawie pół roku. W Hangest, wielkiej i bogatej wsi położonej o dwadzieścia kilka kilometrów na południe od rzeki Somme, spotkaliśmy kilka nowych, nieznanych nam pułków piechoty. Wieczorem, w miejscowych karczmach, siedząc nad filiżanką kawy lub szklanką wina, rozprawialiśmy o ofensywie. Każdy wiedział coś nowego, każdy powierzał nam na ucho swój « tuyau ». A więc podobno ofensywa się już rozpoczęła w Szampani czy też na północy, podobno miasto Douai zostało wzięte przez 100.000 Niemców dostało się do niewoli i t. p.

Ofensywa przygotowywała się wistocie. Generał Joffre obrał dla tego celu kilkunastokilometrowy front w Artois, na północ od miasta Arras. Linie francuskie znajdowały się tu prawie na skraju wielkiej równiny, która rozciągała się od miast Lens i Douai aż hen, po Gandawę w Belgii. Atoli Niemcy podczas jesiennych walk 1914 roku usadowili się na wzgórzach, które znajdują się na północ od Arras, wzdłuż szosy która prowadzi do Béthune. Trzymali oni w swym ręku znaczną część wzgórza Notre-Dame-de-Lorette (145 m.) wiele pagórków pomniejszych oraz sławne « wzgórze 140 » czyli tak zw. « Skale Vimy ». Należało ich spędzić z tych pagórków, posunąć się naprzód o 5 kilometrów i wpaść na równinę. Linie niemieckie zostałyby przerwane i wróg rozpocząłby się cofać. Wyyskując umiejętnie ten pierwszy sukces można by odebrać Niemcom w części, a może i w całości, Belgię i okupowane departamenty Francji.

Taki był plan generała Joffre'a.

Przez cały kwiecień trwały przygotowania do ofensywy. Budowano baraki dla wojska, szpitale polne. Ustawiano setki baterii lekkich i ciężkich. Atak miał być dokonany przez X-ą Armję francuską (gen. d'Urbal) specjalnie w tym celu sformowaną. Od wsi Roelincourt pod Arras, aż na północ od Grenay ustawiono kilkanaście dywizji, które miały wysadzić wroga z jego pozycji. Pomiędzy tymi dywizjami znajdowała się również 1-sza Dywizja Marokańska którą sprowadzono z Szampani, gdzie spędziła ona całą zimę. Dywizja ta składała się z 8-go pułku zuawów, z 4-go i 7-go pułków strzelców algijskich oraz z 2-go pułku marszowego Legii Cudzoziemskiej.



SPRAWY WOJSK POLSKICH

KORPUSY POLSKIE NA KRESACH

Ukraina uznaje neutralność 2-go Korpusu Polskiego.

Naprzód otrzymuje wiadomość z Kijowa, że rząd ukraiński uznał neutralność 2-go Korpusu Polskiego, którego dowódcą jest gen. Eugeniusz Micheliński, i zapewnił mu dostawę żywności oraz swobodne opuszczenie kraju.

Zwalnianie starszych żołnierzy Muśnickiego.

Warszawski Monitor Polski, Nr. 45, z dnia 13 kwietnia donosi:

« Na skutek porozumienia się rządu polskiego z przedstawicielami głównej kwatery niemieckiej, przybędzie po 15 kwietnia z pierwszego Polskiego Korpusu (generał-porucznika Dowbór-Muśnickiego) 1.000 ludzi, wybranych przez komendę Korpusu Polskiego z pośród najstarszych roczników, do Mińska Mazowieckiego, w celu zwolnienia ich do miejsc stałego zamieszkania. Żołnierze ci przybędą do Mińska Mazowieckiego z bronią, która tamże będzie złożona polskiemu oddziałowi do dyspozycji polskiej siły zbrojnej.

« W sprawie pierwszego Korpusu Polskiego pomiędzy czynnikami miarodajnymi trwają rokowania, rezultatów których oczekiwać należy w najbliższych dniach. »

LEGJONY GALICYJSKIE

Legjoniści w Palestynie!

Jak się dowiaduje Naprzód z d. 18 kwietnia, wszyscy byli oficerowie i żołnierze Legjonów, którzy... (dwa wiersze skrócone) ...a ostatnio przebywali na froncie włoskim, zostali obecnie z dotychczasowych oddziałów w linii bojowej wycofani i złączeni w jeden batalion.

Batalion ten — według doniesienia lwowskiej Gazety Wiecz. — ma być przeniesiony do Palestyny, dla pełnienia służby etapowej.

Obecny adres do wszystkich byłych legjonistów polskich na froncie włoskim brzmi:

K.u.K. I. R. Nr. 46—Baon A.—Feldpost Nr. 647.

Drugi pułk marszowy Legji Cudzoziemskiej był podówczas bardzo silny, liczył bowiem cztery bataliony, po cztery kompanie każdy, co czyniło przeszło 4.000 ludzi, albowiem wszystkie jednostki były w komplecie.

Druga kompania batalionu « C » tego pułku składała się z Polaków; była to owa sławna polska kompania, złożona z « bajonczyków » to jest ochotników polskich z 4-go Oddziału, który wysłano na instrukcję do Bajonny.

Zaś ochotnicy 2-go Oddziału ćwiczyli się w Rueil pod Paryżem. « Rueilczycy » zaliczeni zostali do 3-go pułku marszowego Legji cudzoziemskiej, który spędził zimę w okopach Somme'y. Właśnie zostawiliśmy ich wyżej na odpoczynku we wsi Hangest-en-Santerre.

Dzięki ciekawemu zbiegowi okoliczności, część « rueilczyków » została przeniesiona z 3-go pułku do 2-go akurat przed atakiem 9 maja i w ten sposób mogła wziąć udział w ataku.

Kiedy 3-ci pułk marszowy odpoczywał w Hangest, pewnego dnia, zdaje się 14 kwietnia, podczas rozkazu dziennego, w każdej kompanii odczytano listę kilkunastu legjonistów, których wzywało biuro pułkowe. Ku memu wielkiemu zdziwieniu i ja byłem pomiędzy tymi. W biurze zawiadomiono nas, że chodzi o zadośćuczynienie cyrkularzowi gen. de Castelnau, który żądał, aby wszyscy obywatele państw wrogich zostali wycofani z frontu zachodniego. Ponieważ miałem niezasłużony zaszczyt być « poddanym » rosyjskim, przeto najwidoczniej w mym wypadku popełniono omyłkę.

Kiedy przyszła moja kolej, kapitan sztabu pułkowego zapytuje mnie grzecznie:

ECHO ROZPRAW polskich w pruskiej Izbie Panów

Znany korespondent berliński *Franfurter Zeitung*, podpisujący się literą N. przesyła z powodu dyskusji polskiej w pruskiej Izbie Panów następujące uwagi polityczne, nie pozbawione szerszego znaczenia:

« Zajścia, które w pruskiej Izbie Panów z powodu kwestji polskiej w ostatnich dwóch dniach się rozegrały, są przedmiotem żywej dyskusji we wszystkich kołach politycznych. W oczach większości Izby Panów i tych, którzy ten atak urządzili, jest minister rolnictwa von Eisenhardt-Rothe człowiekiem ulubionym i cenionym; dotrzymał, czego spodziewano się od niego. Dziś w drodze półurzędowej, albo otwarciej mówiąc urzędowej stało się rzeczą znaną, że to, co mówił p. minister rolnictwa o ubezpieczeniach militarnych przy oznaczeniu granic polskich, zgadza się z tym, co kanclerz Rzeszy powiedział już w Parlamencie w dniu 25 lutego i że również z patrywanie, iż posłowie parlamentarni nie mogą prowadzić pertraktacji pokojowych z przedstawicielami innych państw zgadza się z tym, co kanclerz Rzeszy i wice-kanclerz posłom większości parlamentarnej poufnie oświadczyli, gdy ci z przedstawicielami polskich partji aktywistycznych pertraktowali. Nie było można spodziewać się innej deklaracji nad tę, że minister rolnictwa w obu punktach mówił zgodnie z kanclerzem Rzeszy i prezydentem ministrów, gdyż rozumie się, że dziś jak za czasów księcia Hohenzolerna popłacają słowa: « Występując publicznie jesteśmy zgodni ».

« Uwagi godną rzeczą jest atoli, że gdy kanclerz Rzeszy mówił w Parlamencie przyjęto jego deklarację spokojnie. W Izbie Panów zaś minister rolnictwa wywołał tryumf. Kanclerz Rzeszy w dniu 25 lutego mówił spokojnie i rzeczowo, że przy dobrej woli dojdzie do skutku zgoda z Polakami co do odgraniczeń i powiedział przytem: « Z niemieckiej strony przy regulowaniu kwestji granicznej żądać się będzie nie tylko tego, co nieodzownym jest ze względów militarnych ». Jak zaznaczyliśmy, Parlament przyjął to spokojnie, gdyż było w tym oświadczenie, przeciw któremu nie nadmienić nie mogą nawet stronniactwa lewicowe. W Izbie Panów, minister rolnictwa podkreślił, że umocnienie wschodniej granicy stanowi przede wszystkim interes pruski i że przy umowach w tym względzie interes militarny, jako miarodajny będzie uwzględniony. Jest to już coś więcej, niż słowa kanclerza Rzeszy.

Minister rolnictwa prócz tego dodał: « Trzeba przytem liczyć się z tym złem, którego

nie można niedoceniać, że znacznie zwiększona zostanie w Prusach liczba Polaków, którzy dotąd nie umieli jeszcze swojego własnego dobra pogodzić z dobrem państwa pruskiego ». Tak bowiem mówił istotnie minister, jak czytamy w oficjalnym sprawozdaniu *Reichsanzeiger'a*. W *Nord-deutsche Allgemeine Zeitung* zdanie to zostało w uderzający sposób oślabione: « Choć liczyć się trzeba z tym złem, że zwiększona zostanie liczba Polaków » itd. Autentyczne słowa ministra wzbudziły pożądaną dla większości Izby Panów ideę, żeby przy regulowaniu kwestji granicy nie tylko żądać tego, co nieodzownym jest militarnie, lecz więcej, to jest przyłączenia części kraju polskiego ze znaczną ludnością.

« Są to różnice znaczne w traktowaniu kwestji polskiej, a pamiętać należy, że minister rolnictwa traktował sprawę, jako rzecz już zdecydowaną, gdy tymczasem poprzednio, rozumie się, musza się toczyć pertraktacje z Austro-Węgrami. Dowiadujemy się półurzędowo, że te pertraktacje odbędą się skoro zawartym zostanie pokój z Rumunją, ponieważ wyniki jego wywrą pewien wpływ na układy Austro-Węgier i Niemiec co do Polski. Podpisanie traktatu pokojowego w Bukareszcie atoli przewlecze się jeszcze nieco dłużej niż się spodziewano, a to głównie dlatego, że chodzi o trudne układy gospodarcze co do traktatów taryfowych, dotyczących komunikacji kolejowej i pocztowej oraz żeglugi na Dunaju.

« Nadto p. minister rolnictwa zaprotestował wczoraj w Izbie Panów przeciw temu, że posłowie parlamentarni — byli to poszczególni przedstawiciele partji większości — pertraktowali, jak wiadomo, z polskimi przedstawicielami i ułożyli punkty programowe. Ubrał on to w te słowa: « Chciałbym jednak tu jeszcze podkreślić, że żądać musimy, aby układy co do pokoju rząd z rządem prowadził, a nie jacyśkolwiek ludzie prywatni, choćby to byli parlamentariusze, a nawet przywódcy parlamentarni i według wyraźnej deklaracji p. kanclerza Rzeszy jestem w tym względzie zupełnie z nim zgodny. »

« Ten atak na poszczególnych przywódców znienawidzonych partji większości Parlamentu sprawił ogromną radość członkom Izby Panów; okazali to ożywionymi oklaskami i wołając « bravo ». Z pewnością o pokoju pertraktują z z sobą rządy. Tak było w Brześciu Litewskim, tak było w Bukareszcie i tak będzie nadal. Posłowie parlamentarni, którzy układali się z polskimi przedstawicielami aktywistycznymi, przyjmowali propozycje, wymieniali zdania i szukali dróg pośrednich, aby zaproponować je potem własnemu rządowi, lecz nie celem zawarcia pokoju z Polską. I o tym kanclerz Rzeszy mówił w Parlamencie, w dniu 18 marca, zaznaczając: « Niedawno pobudki z politycznych kół Polski doszły do rządu i członków tej Izby, pobudki dotyczące ukształtowania naszych przyszłych stosunków. Chętnie zbadamy, czy i o ile pobudki te zgadzają

— Gdzie się Pan urodził?
— W Sielcu, w Polsce.
— No tak, ale Sielec znajduje się w « Polsce pruskiej ».

— Ależ nie, ja się urodziłem w Królestwie!
Wówczas oficer grzecznie lecz stanowczo mi odpowiedział:

— Być może, że jest jaki inny Sielec w « Polsce rosyjskiej ». Faktem jest, że ten Sielec, gdzie Pan się urodził znajduje się w « Polsce pruskiej ».

Chciałem protestować, ale oficer mi nie pozwolił, mówiąc dalej tonem wyszukanej uprzejmości:

— Wiem, że w każdym razie Pan jest Polakiem i że dla Pana, jak i dla innych pańskich rodaków, okoliczność, że Pan się urodził po tej lub po tamtej stronie granicy, nie ma żadnego znaczenia. Ale ja jestem zobowiązany wypełnić rozkaz, t. j. usunąć z frontu obywateli państw wrogich. Pan się urodził w granicach Państwa niemieckiego, więc... Tu zrobił rękoma gest bezradności.

Salutowałem po wojskowemu i wyszedłem. Na ulicy spotkałem wielu prawdziwych Poznańiaków i Galicjan, którzy się dziwili, że byłem pomiędzy nimi.

— Jakto, pytano mnie, przecież jesteście Królewianami?

— Jestem nim wistocie, ale wmówiono we mnie, że się urodziłem w « Polsce pruskiej », jakże więc mogłem protestować? Czyż to hańba? Wyobraźcie sobie, że się urodziłem w Sielcu, w piotrkowskiej gubernii, w będzinśkim powiecie. A tu kapitan sztabu wmówił we mnie, że Sielec znajduje się w Poznańskim. Ngdyo o tym nie wiedziałem. A to kawał, co? Z « poddanego » rosyjskiego zrobiono mnie « obywatelem » niemieckim.

Nazajutrz rano naznaczono nam zbiórkę. Było nas około dwustu. Przeważnie Polacy, Czesi, lub Alzatecy. Było też pomiędzy nami kilku autentycznych Niemców, którzy uważali za wskazane bić się przeciwko swym rodakom we francuskich szeregach. Nowy komendant pułku, podpułkownik Desgouilles, wygłosił do nas przemowę, w której podziękował nam za naszą lojalność i za nasze poświęcenie. Tłumaczył się również, że odsyła nas do Lyonu (gdzie się mieści siedziba pułków marszowych Legji Cudzoziemskiej) jedynie na skutek rozkazu wyższego.

Po tym pożegnaniu udaliśmy się w drogę pieszo do Montdidier, oddalonego o kilkanaście kilometrów na południe. Tam wsiadliśmy do pociągu i po 36-godzinnej jeździe stanęliśmy w Lyonie. Tu dowiedzieliśmy się, że za kilka dni będziemy wysłani do Algieru, skąd udamy się do Marokka. To nam się wcale niepodobało. Od razu podzieliliśmy się na dwa obozy. Byli tacy, którzy mieli dość błotnistych okopów i którzy woleli iść do Marokka.

— Tam przynajmniej, zachęcali, będziemy mieć « muchery » (kobiety) i wino wbród.

Atoli Czesi i znaczna część Polaków odesłanie do Afryki uważali sobie za poniżenie. Posłaliśmy delegację do pułkownika komenderującego kwaterą pułku. Ten postanowił zbadać sprawę. Rozumowaliśmy przed pułkownikiem w sposób następujący:

— Jakto? Przez pół roku byliśmy na froncie dobrymi żołnierzami, a teraz jesteśmy podejrzanymi? Wszak jeśli bylibyśmy zdrajcami, już dawno przeszlibyśmy na stronę Niemców!

(D. c. n.)

Były Wolontariusz

się z celami obu rządów, z celem, abyśmy z nowo-powstałym państwem, ubezpieczając nasze interesy, stale żyć mogli w dobrych stosunkach. »

URZĄD POLSKI SPRAW CYWILNYCH WE FRANCJI

Z inicjatywy *Komitetu Narodowego Polskiego* został na zebraniu obywatelskim dnia 29 marca ukonstytuowany Urząd Polski Spraw Cywilnych we Francji (*Office Polonais pour les Affaires Civiles en France*).

Nowa organizacja wychodzi z założenia, że « każdy Polak, którego polskość jest niewątpliwa, ma z zasady prawo korzystania z opieki prawnej i materialnej Urzędu Polskiego, bez względu na swój stan, pochodzenie, wyznanie i bez względu na swoje przekonania partyjno-polityczne ».

Zadania Urzędu Polskiego są następujące: wydawanie paszportów polskich, świadectw tożsamości, legalizacja aktów i podpisów, opieka prawna nad Polakami, przebywającymi we Francji, popieranie ich w stosunkach z władzami francuskimi, udzielanie porad prawnych w sprawach administracyjnych i cywilnych, opieka materialna w zakresie kompetencji konsularnej, opieka nad jeńcami i Polakami internowanymi.

Kompetencje powyższą Urzędu Polskiego Spraw Cywilnych we Francji uznało zarówno ministerjum spraw wewnętrznych jak i ministerjum spraw zagranicznych. Nie potrzebujemy podnosić całej doniosłości faktu, że odtąd będą Polacy mogli posiadać paszport polski, co jest wymownym uznaniem polskiej państwowości i niepodległości naszego narodu.

Biuro Urzędu Polskiego znajduje się przy ulicy Godot-de-Mauroy, Nr. 5, na drugim piętrze i będzie otwarte od środy, dnia 8 maja, codziennie z wyjątkiem niedziel i świąt, narazie od 2-4 popoł.

KRONIKA

« Nowe pismo « Polak » »

Czytelnikom *Polonii* przesyłamy na okaz dwa egzemplarze *Polaka* oraz jeden egzemplarz *Skarbca*. *Polak* wychodzi od 1 maja trzy razy na tydzień, a *Skarbiec* stanowi miesięczny dodatek literacki do *Polaka*. Nowe pismo zawdzięcza swoje powstanie inicjatywie *Komitetu Narodowego Polskiego*, który pragnie dostarczać możliwie częstych i świeżych wiadomości z kraju i ze świata politycznego żołnierzom, jeńcom i robotnikom Polakom, oraz wogóle rodakom, znajdującym się zdala od kraju rodzinnego.

Witając serdecznie nową placówkę narodową, polecamy *Polaka* i *Skarbca* baczej uwadze naszych Czytelników. Zresztą duch patriotyczny, który wieje z łamów *Polaka* i *Skarbca* jest najlepszym świadectwem, jak nowe wydawnictwo pojmuje służbę publiczną.

Administracja *Polaka* będzie swe pismo rozsyłała w pierwszych tygodniach czytelnikom *Polonii* bezpłatnie pod opaską.

« W kwestji wysłania dzieci na prowincję »

Staraniem Towarzystwa « Sokoła Polskiego » został powołany do życia Komitet w celu jaknajszyszego wysłania dzieci z Paryża na prowincję.

Upraszamy więc niniejszym Rodziny, życzące wysłać swe dzieci, aby zgłosiły się do p. Antoniego Szawklisa (15, rue de l'Arc-de-Triomphe) z podaniem płci i wieku dziecka, oraz jaką sumę mogą płacić miesięcznie za utrzymanie dziecka.

Zwracamy się jednocześnie do publiczności, aby zechciała przyjść z pomocą Komitetowi przez nadsyłanie datków na ręce p. Marji Mickiewiczówny (7, rue Guénégaud), lub na imię p. A. Szawklisa, pod adresem wyżej podanym.

« Obchód 127-ej Rocznicy Konstytucji 3-go maja 1791 r. »

Zapowiedziany na 5 b. m. obchód Konstytucji 3-go Maja 1791 r. odbędzie się w niedzielę d. 19 b. m. o godz. 3 p. p. w *Salle Villiers*, 64 rue du Rocher (Métro i Nord-Sud stacja: St-Lazare), staraniem Tow. Artystów Polskich przy udziale: Grupy Demokratów Polskich, Polskiej Ligi Demokratycznej, Polskiej Ligi Nauczania, Stowarzyszenia Byłych Uczniów Szkoły Polskiej (Batinjolskiej), Stow. Podatkowego Pracujących

Kolonji Polskiej, Stowarzyszenia Polskiej Młodzieży Akademickiej « Samopomoc ».

Stow. Techników Polaków, Stowarzyszenia Wzajemnej Pomocy « Powrót », Polskiej Szkoły Batinjolskiej, Zjednoczenia Demokracji Polskiej, Zjednoczenia i Niepodległości, Związku Narodowego Polskiego i Związku Polek.

Program obchodu: przemówienia delegatów stowarzyszeń i organizacji oraz koncert.

Bilety w cenie 10, 5, 3, 2 i 1 franka, łoża (6 miejsc) po 30 fr. nabyć można w niedzielę 5 i 12 maja od 3 do 4 pp. w lokalu T. A. P. (164, Bd du Montparnasse) lub też zwracając się listownie do wiceprezesa T-stwa p. A. Szklarzkiego (5, rue de Casablanca, Paris, 15°). Bilety wysłane zostaną odwrotną pocztą jako przesyłka polecona.

« W Polskiej Lidze Nauczania »

Ostatnie, przedwakacyjne posiedzenie Polskiej Ligi Nauczania odbędzie się w niedzielę, d. 5 maja, o godz. 10-iej rano w siedzibie Ligi (*Ecoles des Hautes Etudes Sociales*, 16, rue de la Sorbonne), z następującym porządkiem dziennym:

1. Dr. Boulenger (Londyn): « L'enfance anormale au point de vue social ».
2. M. Grzegorzewska: « Kwestja dzieci anormalnych w Polsce ».
3. J. Joteyko i M. Grzegorzewska: « O belgijskich metodach początkowego nauczania » (dokonczenie).
4. Zapis nowych członków.

Dwa pierwsze zeszyty *Roczników Polskiej Ligi Nauczania* ukaza się niebawem i rozesłane zostaną wszystkim członkom Ligi.

Apolonia Różewska (chez M^{lle} A. Pernot, à Villiers-sur-Marne, Haute-Marne) poszukuje brata swego Henryka Różewskiego, który mieszkał ostatnio w Berlin.

Poszukuje się służącej, Polki, dobrze znającej się na kuchni. Proszę się zgłaszać pod następującym adresem: P. W. K. 7, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Andrzej Kwapich, jeńiec wojenny polski (P. G. P. N° 1655, Montluçon, Allier), poszukuje stryja swego Kwapicha, który przed wojną pracował we Francji w jednej z tutejszych kompanii dróg żelaznych.

Książki polskie, nowe używane, różnej treści, po cenach korzystnych, nabywa Administracja « *Polonii*. »

Wyszły z druku i są do nabycia w Administracji *POLONII*:

1) Książeczka do nabożeństwa.

Cena egzemplarza oprawnego w czarne płótno—3 fr.; w imitację skórki—3 fr. 50 cts.; w miękką skórę baranią—4 fr. 50 cts.; w piękną skórę jaszczurową (chagrin), ze złocionymi grzbietami—6 fr. Na przesyłkę każdego egzemplarza należy dołączyć 30 cts; można markami pocztowymi.

2) Zbiór polskich pieśni narodowych i religijnych (z nutami).

Cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 40 cts.

MANUFACTURE DE CASQUETTES
et

CHAPEAUX PIQUÉS
en tous genres

SPALTER

10, rue de Thorigny, 10. — Paris

H. KWADRANS

336, rue St-Honoré, Paris, 336.

Krawiec męski, były krojczy pierwszorzędných domów paryskich, przyjmuje obstalunki na ubrania cywilne i wojskowe. — Ceny umiarkowane.



MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES

39, rue de Moscou, 39

Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPOJE: PERŁY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 17, Calle Caracas

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 43, rue d'Hauteville, — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych—studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWIA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII°)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32°. 2 fr. 50

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32°. 2 fr. 50

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom. 5 fr. 00

Wysyłka pocztą za dopłatą 10 0/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « *Polonii* ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS.— IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.